

---

**CONVENTION CONSTITUTIVE  
DU GROUPEMENT DE COOPERATION SANITAIRE  
COTE BASQUE CARDIOLOGIE**

---

## PREAMBULE

Afin de proposer une offre de soins en cardiologie, complète et pérenne, le Centre Hospitalier de la Côte Basque a initié un projet de coopération associant des praticiens libéraux au service public.

A cet effet, le Centre Hospitalier et les praticiens libéraux du Cabinet médical Côte Basque Cardiologie (Paulmy-Aguiléra) ont décidé de constituer un Groupement de Coopération Sanitaire permettant aux praticiens libéraux exerçant les spécialités visées à l'article 3 de la présente convention, de participer au service public hospitalier dans le respect de leur statut libéral conformément aux dispositions des articles L. 6133-1, L. 6133-2 et L. 6133-6 du Code de la santé publique, ainsi qu'à la permanence des soins.

Dans le cadre du Groupement de Coopération Sanitaire, le Centre Hospitalier met à la disposition des praticiens libéraux pour l'exécution de ses missions de service public hospitalier, le plateau technique de l'établissement ainsi que ses locaux d'hospitalisation.

Vu le Code de la Santé publique et en particulier les articles L 6133-1 à L 6133-6 et R 6133-1 à R 6133-25 du Code de la Santé Publique ;

Vu la décision de Monsieur le Directeur, Président du Directoire.

Les soussignés sont convenus des stipulations qui suivent :

---

## TITRE I - CONSTITUTION

### ARTICLE 1 - CREATION

---

Il est constitué entre les soussignés :

**Le Centre Hospitalier de la Cote Basque**

**Avenue de l'Interne Jacques Loëb – 64109 BAYONNE CEDEX**

Représenté par son Directeur, **Monsieur Michel GLANES,**

ci-après dénommé "**le Centre Hospitalier**"

Et

**Le Cabinet Médical COTE BASQUE CARDIOLOGIE (Paulmy-Aguiléra)**

Société en participation

Dont le siège social est situé au 16 allées Paulmy – Villa Itzala – 64100 BAYONNE

Représenté par son gérant, le Docteur Jean-Baptiste BERNEAU, dûment habilité à cet effet

ci-après dénommé « **Le Cabinet** »

Un groupement de coopération sanitaire de droit public régi par les textes en vigueur et par la présente convention.

---

## ARTICLE 2 - DENOMINATION

---

La dénomination du Groupement est :

Groupement de coopération sanitaire « COTE BASQUE CARDIOLOGIE »

Dans tous les actes et documents émanant du Groupement et destinés aux tiers, devra figurer la dénomination précédée des mots : « *Groupement de Coopération Sanitaire* ».

## ARTICLE 3 - OBJET

---

Le Groupement a pour objet de faciliter la réalisation et la continuité de l'activité de cardiologie médicale et interventionnelle dans le cadre du service public, de manière à maintenir une offre de soins de proximité complète, pérenne et de qualité sur le territoire de santé de Navarre Côte Basque et, à ce titre :

- D'assurer la coordination et le développement de l'activité médicale du service public hospitalier en permettant l'intervention du praticien libéral auprès des usagers du service public pour l'activité de cardiologie et de pathologie vasculaire non interventionnelle

Les praticiens libéraux qui interviendront au bénéfice exclusif des patients du service public seront rémunérés par l'établissement public de santé, conformément aux textes en vigueur et au règlement intérieur; à aucun moment, il ne pourra être dérogé à la qualité d'usager du service public pour lequel ce dispositif devra rester neutre.

- D'assurer la permanence des soins par la participation du praticien libéral dans les conditions prévues au règlement intérieur,

---

→ De faciliter la mise à disposition de moyens autorisant une complémentarité publique-libérale de l'offre de soins médicale.

#### ARTICLE 4 - SIEGE

---

Le Groupement a son siège au :

**Centre Hospitalier de la Côte Basque**

**Avenue de l'Interne Jacques Loëb – 64109 BAYONNE CEDEX**

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'Assemblée Générale.

#### ARTICLE 5 - DUREE

---

Le Groupement est constitué pour une durée de 30 ans qui commencera à courir à compter de la date de publication de l'acte d'approbation de la présente convention.

#### ARTICLE 6 – CAPITAL

---

Le groupement est constitué avec un capital de 100<sup>1</sup> euros réparti comme suit:

- Le Centre Hospitalier apporte en numéraire 50 euros,
- Le Cabinet apporte en numéraire 50 euros.

Les membres du groupement déclarent ne faire aucun apport en nature à la date de constitution du groupement.

Tout apport en nature ultérieur doit être mentionné dans un inventaire annexé aux présentes.

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'une somme symbolique

---

Ces sommes sont versées dans les caisses du groupement sur appel de l'administrateur, dans les trente jours de cet appel.

Le capital du groupement s'élève à la somme de 100 euros divisés en 2 parts de 50 euros chacune :

Le Centre Hospitalier:	1 part,
Le Cabinet	1 part.

---

<b>TOTAL :</b>	<b>2 parts.</b>
----------------	-----------------

Les droits de vote à l'assemblée générale sont établis dans des proportions identiques. Chaque part donne droit à une voix.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard du groupement qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

---

## TITRE II – DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

### ARTICLE 7 - ADMISSION - EXCLUSION - RETRAIT

---

#### ***Article 7.1. Admission de nouveaux membres***

Le Groupement n'a pas vocation à admettre de nouveaux membres, les praticiens libéraux étant regroupés au sein du Cabinet, signataire des présentes.

Dans l'hypothèse où de nouveaux praticiens souhaiteraient participer au service public hospitalier, ils devraient, après accord préalable du centre hospitalier, intégrer le Cabinet.

Toutefois, si au cours de son existence, le Groupement devait envisager l'admission de nouveaux membres notamment en cas d'absorption d'une société membre du Groupement par une société tierce ainsi qu'en cas d'opération de fusion concernant les établissements publics de santé, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, la procédure serait la suivante :

Les candidatures ou modifications seront soumises à l'Assemblée Générale qui délibèrera sur l'admission du nouveau membre.

Le nouveau membre sera tenu des dettes antérieurement contractées par le Groupement au prorata de sa contribution aux charges du Groupement telle qu'elle aura été arrêtée par décision de l'Assemblée Générale.

Tout nouveau membre est réputé adhérer aux dispositions de la présente convention et de ses annexes, ainsi qu'à toutes les décisions déjà prises par les instances du Groupement et qui s'appliqueraient aux membres de celui-ci.

L'admission d'un nouveau membre en cours d'année ne lui confère les droits statutaires prévus à l'article 8 qu'à la date d'approbation de l'avenant.

---

Pour toute nouvelle admission, l'avenant à la présente convention devra faire l'objet d'une publication dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

**Article 7.2.      *Exclusion d'un membre***

Le Groupement ne comportant que deux membres, la procédure d'exclusion ne peut être engagée ; en cas de non-respect grave ou répété des obligations de l'un des membres, l'autre peut alors engager une procédure de conciliation prévue à l'article 17 des présentes.

A défaut ou en cas d'échec, il peut également demander la convocation de l'Assemblée en vue de la dissolution anticipée du Groupement, conformément à l'article 19 des présentes.

Pour le cas où le Groupement comporterait plus de deux membres, l'exclusion d'un membre ne pourra être prononcée qu'en cas de non-respect grave ou répété de ses obligations résultant de la présente convention, du règlement intérieur et à défaut de régularisation dans le mois après une mise en demeure adressée par l'administrateur et demeurée sans effet.

Le membre défaillant peut mettre en œuvre la procédure de conciliation prévue à l'article 17 des présentes dans le mois qui suit la mise en demeure.

A défaut de régularisation ou si la conciliation n'aboutit pas, l'exclusion est décidée par l'Assemblée Générale saisie par l'administrateur, dans les conditions visées à l'article 13 de la convention.

Le membre défaillant est obligatoirement entendu par l'Assemblée Générale, convoquée au minimum 15 jours à l'avance ; mais il ne prend pas part au vote et ses voix ne sont pas décomptées pour les règles de quorum et de majorité. Les voix exprimées en faveur de l'exclusion doivent représenter la majorité des droits de l'Assemblée Générale.

Le membre exclu reste tenu des dettes contractées par le Groupement jusqu'à la date effective de son exclusion.



---

Il est procédé à un arrêté des comptes à la date de l'exclusion selon les modalités et conditions prévues à l'article 7.3. de la présente convention.

La répartition des droits statutaires telle que définie à l'article 8 donne lieu à régularisation qui sera effective à compter de l'exclusion ; jusqu'à cette date, les voix de l'exclu ne sont pas décomptées pour l'application des règles de *quorum* et de majorité.

Pour toute exclusion, l'avenant à la présente convention devra faire l'objet d'une publication dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

**Article 7.3.      *Retrait d'un membre***

Le Groupement ne comptant que deux membres, la notification de retrait entraîne de plein droit la dissolution du Groupement qui devra être constatée par ladite Assemblée Générale, dans les conditions prévues à l'article 19 des présentes.

Pour le cas où le Groupement comporterait plus de deux membres, tout membre peut se retirer du Groupement en cours d'exécution de la convention.

Ce retrait ne peut toutefois intervenir qu'à l'expiration d'un exercice budgétaire.

Le membre du Groupement désirant se retirer doit notifier son intention à l'administrateur du Groupement par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, dans le délai de préavis suivant : délai d'un an pour les deux premières années de fonctionnement du GCS à compter de la date d'approbation de la Convention Constitutive, délai de deux ans à partir de la troisième année de fonctionnement.

L'administrateur en avise aussitôt chaque membre ainsi que le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et convoque une Assemblée Générale qui devra se tenir 60 jours au plus tard après la réception de la notification de retrait.

---

L'Assemblée Générale constate par délibération le retrait du membre, détermine les conditions dans lesquelles l'activité menée en commun pour le compte des membres peut être continuée et dans lesquelles les équipements communs peuvent être utilisés par le ou les membres restants et arrête la date effective du retrait et procède à l'arrêté contradictoire des comptes.

La quote-part de l'actif disponible (valeur nette comptable) revenant éventuellement au retrayant sera déduite de sa quote-part des dettes éventuelles du Groupement à la date du retrait, incluant les dettes échues et les dettes à échoir constatées en comptabilité ainsi que les annuités à échoir des emprunts ou locations en cours à la date du retrait.

Dans le cas où l'arrêté des comptes ferait apparaître un solde positif en faveur du retrayant, le Groupement lui versera les sommes dues dans les 60 jours suivant l'Assemblée Générale qui approuvera les comptes de l'exercice à la clôture duquel le retrait aura été prononcé.

Dans le cas contraire où il apparaîtrait un solde négatif, le retrayant procèdera au remboursement des sommes dues dans le même délai.

Pour tout retrait, l'avenant à la présente convention devra faire l'objet de la publication prévue par les textes en vigueur.

---

## ARTICLE 8 - DROITS SOCIAUX ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

---

### **Article 8.1. Détermination des droits sociaux**

L'attribution des droits au jour de la signature est la suivante :

- le Centre Hospitalier	50 % des droits sociaux,
- le Cabinet	50 % des droits sociaux
<hr/>	
<b>Total :</b>	<b>100 % des droits sociaux.</b>

Le total des droits sociaux et leur répartition entre les membres pourront évoluer au gré de l'adhésion éventuelle de nouveaux membres ainsi que de l'exclusion ou du retrait de certains autres. La régularisation qui en découlera sera effectuée au 1<sup>er</sup> janvier suivant la date de ses mouvements éventuels.

Le nombre des voix attribué à chacun des membres lors des votes à l'Assemblée Générale est proportionnel aux droits sociaux tels qu'ils résultent du présent article.

### **Article 8.2. Droits et obligations**

Les membres du Groupement ont les droits et obligations qui résultent des dispositions légales ou réglementaires, de la présente convention constitutive et du règlement intérieur.

Chaque membre du Groupement a le droit, dans la proportion du nombre de ses droits sociaux rapportés au nombre total attribué à l'ensemble des membres du Groupement, de participer avec voix délibérative aux Assemblées Générales des membres.

Chaque membre a le droit d'être tenu informé de la marche des affaires dans les conditions statutaires. En sus des informations données lors de l'Assemblée Générale annuelle, chaque membre a le droit d'être informé à tout moment sur l'activité du Groupement, sauf à ce que ce

---

droit dégénère en abus par sa fréquence ou l'importance disproportionnée des renseignements ou informations demandés.

Dans les rapports entre eux, les membres du Groupement sont tenus des obligations de celui-ci.

Ils doivent contribuer aux charges du Groupement à proportion des services qui leur sont rendus par ce dernier et selon les modalités définies en tant que de besoin par le règlement intérieur. Ces modalités pourront, le cas échéant, être redéfinies à l'occasion de la préparation de chaque budget annuel. Les modifications éventuelles donneront lieu à l'établissement d'un avenant au règlement intérieur.

Chaque membre doit, à due concurrence de ses droits sociaux, contribuer au déficit éventuellement constaté à la clôture d'un exercice au titre des activités concernées.

Lors du retrait volontaire ou par exclusion d'un membre ou bien dans le cas de liquidation du Groupement, chaque membre est responsable des dettes à proportion de ses droits sociaux.

Dans le rapport avec les tiers, les membres sont responsables des dettes du Groupement dans les mêmes proportions que celles prévues ci-dessus en cas de liquidation.

Les membres du Groupement ne sont pas solidaires entre eux.

---

## TITRE III – FONCTIONNEMENT

### ARTICLE 9 – MODALITES DE REMUNERATION DES ACTES MEDICAUX ASSURES PAR LES PRATICIENS LIBERAUX POUR LE COMPTE DU CENTRE HOSPITALIER

---

Conformément à l'article L.6133-6 du code de la santé publique, les actes médicaux pratiqués par les praticiens libéraux pour le compte du Centre Hospitalier dans l'intérêt des usagers du service public sont rémunérés à l'acte conformément à la réglementation en vigueur et versés par le Centre hospitalier.

A ce titre, les conditions d'intervention des praticiens ne pourront déroger à la qualité d'usager du service public pour lequel ce dispositif devra rester neutre.

Les modalités de détermination et du versement de la rémunération ainsi que les modalités des prestations médicales assurées par le praticien sont définies au contrat de praticien libéral associé au service public.

En cas de modification des dispositions légales ou réglementaires applicables aux règles de rémunération des médecins libéraux intervenant au sein du service public dans le cadre des groupements de coopération sanitaire, les nouvelles dispositions s'appliqueront à la date d'entrée en vigueur des textes en cause. Les membres du groupement s'engagent pour leur part à modifier les dispositions de leur contrat pour les mettre en conformité avec les nouvelles dispositions législatives ou réglementaires dans les meilleurs délais.

Plus généralement, les conditions et modalités de valorisation, de fixation et de versement des rémunérations ainsi que leurs modifications sont arrêtées par l'Assemblée Générale conformément à la réglementation en vigueur.

---

## ARTICLE 10 - BUDGET ET COMPTES

---

L'exercice budgétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice du Groupement commencera au jour de la prise d'effet de la présente convention.

Compte tenu de l'objet du Groupement, il n'est pas prévu de financement particulier.

---

## ARTICLE 11 - TENUE DES COMPTES

---

La comptabilité du Groupement est tenue et sa gestion assurée selon les dispositions du décret du 29 Décembre 1962.

L'agent comptable est nommé par arrêté du Ministre du Budget. Il assiste à l'Assemblée Générale du Groupement.

---

## ARTICLE 12 - CONTRÔLE DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES

---

Le Groupement est soumis au contrôle de la Chambre régionale des comptes en vertu de l'article L 211-9 du Code des juridictions financières.

---

## TITRE IV – INSTANCES

### ARTICLE 13 - ASSEMBLEE GENERALE

---

#### ***Article 13.1. Tenue et déroulement des Assemblées Générales***

L'Assemblée Générale se compose de tous les membres du Groupement :

- Le Centre Hospitalier, Établissement Public de Santé, dispose de deux représentants à l'Assemblée générale désignés par son Directeur, qui siège obligatoirement en qualité de membre de droit.
- Le Cabinet dispose de deux représentants à l'Assemblée Générale librement désignés par son instance délibérative dont son représentant légal, membre de droit.

Les représentants des membres participent librement aux débats. Toutefois, seul le représentant légal du membre lorsqu'il s'agit d'une personne morale ou en cas d'absence de ce dernier, son mandataire, peut participer au vote.

L'Assemblée Générale se réunit aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige et au moins une fois par an.

Elle se réunit également de droit à la demande d'au moins un des membres sur un ordre du jour déterminé.

L'Assemblée Générale est convoquée par écrit 15 jours au moins à l'avance par l'administrateur.

La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

---

En outre, sont joints à la convocation en vue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes, les documents financiers de l'exercice écoulé.

Si l'administrateur ne défère pas dans un délai de 15 jours à la demande de convocation présentée par au moins un tiers de ses membres sur un ordre du jour déterminé, ces derniers convoquent eux-mêmes l'assemblée générale au siège du Groupement.

En cas d'accord et si tous les membres sont présents, l'Assemblée peut être tenue sur le champ sur un ordre du jour déterminé par les membres.

Le vote par procuration est autorisé lorsque le Groupement compte plus de deux membres. Aucun membre ne peut cependant détenir plus d'un mandat d'un autre membre à ce titre.

L'Assemblée Générale est présidée par l'administrateur du Groupement.

En cas d'empêchement ou d'absence de ce dernier, la présidence est assurée par l'un des représentants des membres désignés par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne, en son sein ou non, un secrétaire de séance.

L'administrateur assure notamment le bon déroulement de la séance, la tenue de l'émargement de la feuille de présence, veille à la désignation du secrétaire par l'Assemblée, à la vérification du quorum et à la rédaction du procès-verbal qui est porté sur un registre coté et paraphé, tenu au siège du Groupement.

Le procès-verbal est signé par l'administrateur et le secrétaire de séance.



---

### **Article 13.2. Délibérations**

L'Assemblée délibère sur les questions relevant de sa compétence selon les termes de la présente convention et notamment :

1. La nomination et la révocation de l'administrateur ;
2. Toute modification de la convention constitutive ;
3. L'admission de nouveaux membres ;
4. L'exclusion d'un membre ;
5. La constatation et les conditions du retrait d'un membre ;
6. Les conditions de remboursement des indemnités de mission définies à l'article R 6133-15 ;
7. Si nécessaire, le budget annuel et l'approbation des comptes de chaque exercice et l'affectation des résultats, ainsi que les décisions modificatives et notamment la fixation des participations respectives des membres aux charges du groupement ;
8. Les actions en justice et les transactions ;
9. La dissolution du Groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation ;
10. Les modalités selon lesquelles chacun des membres s'engage à communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'objet du groupement ;
11. La modification du siège du Groupement ;
12. Les délégations à l'administrateur dans les matières autres que celles qui relèvent, conformément à la réglementation en vigueur, de la compétence exclusive de l'Assemblée ;
13. L'approbation du règlement intérieur relatif notamment aux interventions des praticiens libéraux au sein du service public hospitalier ;
14. Les modalités de facturation et de paiement des actes médicaux mentionnées à l'article L 6133-6.

Le groupement ne comportant que deux membres, l'assemblée générale ne délibère valablement que si tous les membres sont présents ou représentés.

---

A défaut, l'Assemblée est à nouveau convoquée dans un délai de quinze jours et peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

En cas d'urgence, ce délai est ramené à huit jours.

Toutes les délibérations de l'Assemblée sont prises à l'unanimité.

Dans le cas où l'Assemblée Générale n'a pu valablement délibérer pendant un an, le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, après mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un mois, prononce la dissolution du Groupement.

L'agent comptable assiste à l'Assemblée générale du groupement.

Les délibérations de l'Assemblée générale, consignées dans le procès-verbal de réunion, obligent tous les membres du Groupement.

---

#### ARTICLE 14 - ADMINISTRATEUR

---

Le Groupement est administré par un administrateur, élu en son sein par l'Assemblée Générale pour une durée de trois ans, renouvelable.

L'administrateur est révocable à tout moment par l'Assemblée Générale.

Son mandat est exercé gratuitement.

Il peut toutefois se voir attribuer des indemnités de mission dans les conditions déterminées par l'Assemblée Générale.

Lorsque l'administrateur exerce une activité libérale, l'Assemblée peut, en outre, lui allouer une indemnité forfaitaire pour tenir compte de la réduction d'activité professionnelle justifiée par l'exercice de son mandat.

Il assure plus particulièrement dans le cadre de l'administration du Groupement, les missions suivantes :

- 
- Préparation et exécution des décisions de l'Assemblée Générale et notamment de l'exécution du budget qui aura été adopté ;
  - Convocation et présidence des assemblées générales ;
  - Représentation du Groupement dans tous les actes de la vie civile et en justice ;
  - Gestion courante du Groupement ;

Dans les rapports avec les tiers, il engage le Groupement pour tout acte entrant dans l'objet de ce dernier.

Il peut, en outre, recevoir délégation de l'Assemblée Générale conformément à l'article 13.2 des présentes.

L'administrateur a la qualité d'ordonnateur des recettes et des dépenses.

## TITRE V – CONDITIONS ET MODALITES D'INTERVENTION DES PRATICIENS LIBERAUX POUR LE COMPTE DU CENTRE HOSPITALIER

### ARTICLE 15 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXERCICE

---

#### ***15.1 Modalités d'intervention des praticiens libéraux***

Le Directeur du Centre Hospitalier autorise chaque médecin libéral, membre du Cabinet des praticiens libéraux et signataire du contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier dans les conditions ci-après définies, à procéder pour le compte du Centre hospitalier à tout acte relevant de sa spécialité définie à l'article 3 et correspondant à ses titres hospitalo-universitaires, conformément à l'article L 6133-6 du code de la santé publique.

L'autorisation ainsi accordée concerne l'activité de consultations, l'activité de cardiologie interventionnelle à titre transitoire , de suivi d'hospitalisation, de suivi médical dans les USIC

---

du GCS de cardiologie, d'avis aux urgences et dans les services cliniques, ainsi que la permanence des soins. Elle est toutefois susceptible de s'ouvrir à toute autre activité.

L'autorisation est rigoureusement personnelle et non cessible.

Le praticien s'engage à exercer son activité professionnelle dans le cadre des conditions générales d'organisation et de fonctionnement du Centre Hospitalier, dans le respect de son règlement intérieur et conformément aux décisions du Groupement de Coopération Sanitaire.

Dans le cas où il serait mis fin, pour quelque cause que ce soit, au contrat de praticien libéral associé au service public, ce dernier perd aussitôt et automatiquement toute qualité pour siéger aux instances du Groupement.

#### ***Article 15-2 – Moyens de fonctionnement***

Les moyens de fonctionnement mis à la disposition des médecins libéraux pour l'exercice de leur activité dans le cadre du groupement sont ceux de l'établissement dans les conditions de fonctionnement de son plateau technique.

Le statut du médecin, qu'il soit public ou libéral, intervenant auprès du patient, n'a pas d'incidence sur les conditions d'exercice professionnel des personnels non médicaux du Centre Hospitalier.

La gestion et le stockage du dossier médical des patients incombent au Centre Hospitalier.

#### ***Article 15-3 – Responsabilité***

Le Centre hospitalier est responsable des éventuels dommages causés aux usagers du service public à l'occasion des soins prodigués, en son sein, y compris par les praticiens libéraux.

---

Cette responsabilité est couverte par le contrat d'assurance en responsabilité civile professionnelle de l'établissement.

Cependant, le praticien libéral exerçant en toute indépendance son art au sein du Centre Hospitalier est seul responsable, à l'égard du Centre Hospitalier, des conséquences dommageables liées aux actes qu'il sera amené à effectuer personnellement sur les usagers du service public. Le Centre Hospitalier pourra, le cas échéant, exercer une action récursoire à l'encontre de ce praticien.

Dans ces conditions, il devra être assuré à ses frais conformément à la législation et à la réglementation en vigueur et en justifier à première demande du Centre Hospitalier.

Dans le cas où il serait mis fin, pour quelque cause que ce soit, au contrat de praticien libéral associé au service public, ce dernier perd aussitôt et automatiquement toute qualité pour siéger aux instances du Groupement.

#### ARTICLE 16 – DUREE ET CESSATION DE LA PARTICIPATION DES PRATICIENS LIBERAUX POUR LE COMPTE DU CENTRE HOSPITALIER

---

Conformément au contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier :

**16.1** – Les praticiens, membres du Cabinet sont autorisés à procéder au sein du Centre Hospitalier à tout acte relevant de leur spécialité définie à l'article 3 pendant la durée du Groupement de Coopération Sanitaire.

Il y sera mis un terme, sans préavis, dans les cas suivants :

- a. en cas de dissolution du Groupement pour l'une des causes visées à l'article 19 des présentes ;

- 
- b. en cas de faute grave du médecin et de non respect de l'une des dispositions du contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier ;
  - c. pour motif d'intérêt général et notamment en cas de décision du Directeur de l'Agence Régionale de Santé portant modification ou suppression d'autorisations d'activité ou restructuration;
  - d. en cas de sanction prononcée par les juridictions ordinales ou pénales contraignant le praticien à une cessation temporaire ou définitive d'activité ;
  - e. en cas de décès ou d'incapacité professionnelle totale du praticien.

Dans tous les autres cas, il y sera mis un terme, suivant lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un délai de préavis de 12 mois

Ce délai pourra néanmoins être modifié suivant accord des parties exprimé par écrit.

**16.2** – Dans le cas où le praticien souhaiterait mettre un terme à ses interventions au sein du service public hospitalier, il devrait en aviser d'une part l'administrateur du Groupement et d'autre part, le Directeur du Centre Hospitalier par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant le délai de préavis fixé à l'article 16.1

Ce délai pourra néanmoins être modifié suivant accord des parties exprimé par écrit.

**16.3** – Conformément aux conditions ci-dessus précisées, le Centre hospitalier pourra proposer à chaque médecin libéral membre du Cabinet un contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier qui l'autorisera à intervenir dans le cadre du service public hospitalier.

Comme il a été indiqué ci-dessus, ce contrat est incessible.

---

## TITRE VI – CONCILIATION – DISSOLUTION LIQUIDATION – PERSONNALITE MORALE

### ARTICLE 17 - CONCILIATION - CONTENTIEUX

---

En cas de litige ou de différend survenant entre les membres du Groupement ou encore entre le Groupement lui-même et l'un de ses membres à raison de la présente convention ou de ses suites, les parties s'engagent expressément à soumettre leur différend à deux conciliateurs qu'elles auront respectivement désignés.

Une solution amiable devra intervenir dans un délai maximum de trois mois à compter de la date à laquelle la désignation du premier conciliateur est notifiée à l'autre partie.

La proposition de solution amiable sera soumise à l'autorité régionale compétente après avis de l'assemblée générale.

Faute d'accord dans le délai imparti, la juridiction compétente pourra être saisie.

### ARTICLE 18 - COMMUNICATION DES INFORMATIONS

---

Chacun des membres s'engage à communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'objet du Groupement qu'il détient, conformément à la réglementation en vigueur.

En outre, un rapport d'évaluation des activités est adressé chaque année à l'Agence Régionale de Santé.

---

## ARTICLE 19 - DISSOLUTION

---

Le groupement peut être dissout par décision de l'Assemblée Générale, notamment du fait de la réalisation, de l'extinction de son objet ou de la disparition de la volonté commune des membres.

Il est également dissout de plein droit en cas de retrait d'un membre s'ils ne sont que deux ou en cas de retrait de tous les établissements de santé.

La dissolution du groupement est notifiée au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé dans un délai de 15 jours.

Celui-ci en assure la publicité dans les formes prévues par la réglementation en vigueur.

Les membres restent tenus des engagements conclus par le groupement jusqu'à dissolution du groupement de coopération sanitaire.

---

## ARTICLE 20 - LIQUIDATION

---

La dissolution du Groupement entraîne sa liquidation mais la personnalité morale du Groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'Assemblée Générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

---

## ARTICLE 21 - PERSONNALITE MORALE DU GROUPEMENT

---

Le Groupement de Coopération Sanitaire est de droit public.



---

Le Groupement jouit de la personnalité morale à compter de la date de la publication de l'acte d'approbation.

## TITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE 22 – REGLEMENT INTERIEUR

---

L'Assemblée établit un règlement intérieur opposable à chacun des membres.

Les stipulations du règlement intérieur relatives aux prestations médicales assurées par les professionnels médicaux libéraux au bénéfice des usagers, devront répondre aux conditions de la présente convention constitutive.

Le règlement intérieur est révisable chaque année après évaluation médicale et financière de l'exercice écoulé.

L'établissement public veille à sa bonne application par son personnel et il est opposable aux membres du Cabinet, obligatoirement signataires du contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier.

### ARTICLE 23 - ENGAGEMENTS ANTERIEURS

---

Les actes accomplis et justifiés par les fondateurs du Groupement à compter de l'approbation de la convention constitutive par le Directeur de l'Agence Régionale de Santé jusqu'à sa publication seront considérés comme engagés dans l'intérêt du Groupement.

### ARTICLE 24 - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

---

La présente convention constitutive pourra être modifiée par l'Assemblée Générale des membres statuant dans les conditions visées à l'article 13 des présentes.

Ces modifications devront faire l'objet d'une approbation des autorités compétentes et d'une publicité telle que prévue par les textes en vigueur.

---

## ARTICLE 25 – DISPOSITIONS FINALES

---

Les soussignés donnent mandat au Directeur du Centre Hospitalier à l'effet de conclure pour le compte du Groupement les formalités nécessaires à sa publication.

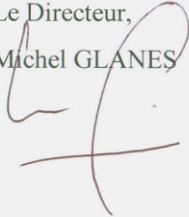
Fait à BAYONNE , le 9 février 2011

En [4] exemplaires

Pour le Centre Hospitalier,

Le Directeur,

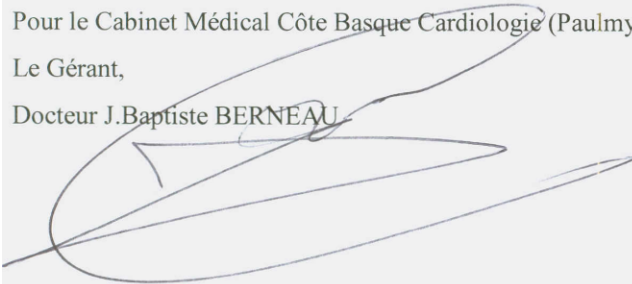
Michel GLANES

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'M' followed by a large, sweeping loop and a horizontal stroke at the bottom.

Pour le Cabinet Médical Côte Basque Cardiologie (Paulmy-Aguiléra)

Le Gérant,

Docteur J.Baptiste BERNEAU

A handwritten signature in dark ink, featuring a large, elongated loop that starts from the left, goes up and over, and then comes back down to the left, with a horizontal stroke at the bottom.